

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

N° 000006

27 FEB 2025

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° _____/AONR/MINFI/CIPM/2025 DU _____
-- POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT DES RESULTATS DE L'APPUI
BUDGETAIRE SECTORIEL DU 3EME C2D AU TITRE DE LA PERIODE 2023 A 2025

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Cabinet chargé de réaliser l'audit des résultats de l'Appui Budgétaire Sectoriel du 3^{ème} C2D au titre de la période 2023 à 2025, sur financement de la Convention du Pilotage du C2D.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00017/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 27 mai 2024, publié le 04 juin 2024 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

L'objectif de cet audit est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur l'exactitude et la véracité des résultats atteints pour chaque indicateur d'exécution techniques, budgétaires et financiers dans le cadre du programme à la fin de chaque exercice budgétaire. Il a pour but de s'assurer que les fonds mis à la disposition de l'Etat donnent effectivement lieu à des réalisations concourant aux objectifs du programme. A ce titre, l'audit appréciera l'effectivité des résultats et plus particulièrement la conformité et la consistance des éléments renseignés au titre des indicateurs de performance, et la qualité des informations techniques et financières rapportées au niveau du Comité de suivi. Cet audit portera sur les exercices 2023 et 2024 (tranche ferme), 2025 (tranche conditionnelle).

Cet audit sera réalisé sous la supervision du Comité Technique Bilatéral du C2D. Les coûts de cet audit sont imputés sur les fonds des concours « C2D Pilotage » (CCM 3013, CCM 1278 ou CCM 1461). Le secrétariat technique est chargé, en collaboration avec le STADE-C2D, de faciliter l'organisation/déroulement des missions d'audit, en particulier en termes de collecte des informations à mettre à la disposition du cabinet en charge de l'audit.

Ces audits seront réalisés à l'issue de chaque exercice. Les résultats considérés seront ceux atteints au 31 décembre de l'année N, avec une marge au 31 janvier de l'année N+1 comme date de valeur.

Au-regard de l'objectif général exposé ci-dessus, dans le cadre du présent audit des résultats pour les années 2023, 2024 et 2025 de l'ABS du 3e C2D, l'auditeur devra formuler une opinion professionnelle et indépendante sur :

- L'exactitude et la sincérité des résultats rapportés au Comité de suivi, pour chacun des indicateurs de performance ; en se référant notamment aux sources de vérification telles qu'indiquées dans le protocole technique confrontées aux données observées et collectées lors de la mission ;
- L'exactitude des dépenses rapportées, en s'appuyant sur les données enregistrées dans les applicatifs budgétaires et comptables utilisés par les administrations concernées – notamment PROBMIS et PATRIMONY.

Dans le cas particulier des Fonds Régionaux de la Promotion de la Santé, un croisement avec les relevés bancaires des entités bénéficiaires sera effectué ;

- La conformité des opérations réalisées au titre de l'appui budgétaire sectoriel, avec les dispositions des conventions de financement ;

D'autre part, l'auditeur devra :

- Etablir au démarrage de la prestation un plan de vérification avec chaque administration concernée, afin d'établir les documents et justificatifs attendus pour conduire l'audit des résultats au regard du protocole technique ;
- Evaluer l'organisation et le système de collecte des données techniques et financières, afin d'apprécier dans quelle mesure ils permettent de disposer d'une connaissance exhaustive et fiable des réalisations des administrations concernées ;
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer : (i) la qualité de l'information technique et financière et (ii) le dispositif de reporting et suivi dans le cadre de l'appui budgétaire. Il conviendra de renseigner les éléments de faisabilité, liés à ces recommandations.

Enfin, si le présent audit des résultats ne consiste pas – en tant que tel – en un audit comptable et financier, qui appellerait à une certification, il est attendu de l'auditeur qu'il puisse porter, sur la base de sondages effectués sur un échantillon représentatif, un jugement global quant à (i) l'effectivité, (ii) la fluidité d'exécution et (iii) la conformité fiduciaire des dépenses couvertes par l'ABS 3e C2D. Une attention particulière sera accordée aux dépenses relatives au chèque santé (tiers payant, fonctionnement FRPS et assistance technique GIZ). Là également, le consultant sera amené à formuler des recommandations pratiques, en particulier en ce qui concerne l'optimisation du dispositif de remboursement des FOSA.

Sous réserve que la mission d'audit au titre des exercices 2023 et 2024 donne pleine et entière satisfaction au MINFI, l'auditeur sera reconduit dans sa mission pour un audit de l'exercice 2025.

3. Tranches

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées en deux (2) tranches distinctes ci-après :

1. Tranche ferme (exercices 2023 et 2024),
2. Tranche conditionnelle (exercice 2025).

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est de soixante-quinze millions (75 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour toutes les tranches à auditer, dont cinquante millions (50 000 000) pour la tranche ferme et vingt-cinq millions (25 000 000) pour la tranche conditionnelle.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de quatre-vingts (80) jours calendaires pour la tranche ferme et cinquante (50) jours calendaires pour la tranche conditionnelle à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00017/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 27 mai 2024, pour les prestations susvisées :

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	MAZARS Cameroun	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
2	Groupeement GECA PROSPECTIVE - CABINET NGAN JEAN	B.P : 12817 Yaoundé	(+237) 699 21 84 77 / 696 94 20 65
3	AUDITEC-FOIRIER CONSULTING	B.P: 12134 Douala – Cameroun	+233 42 04 34 / 233 42 48 96
4	Groupeement SEC-DIARRA - AGORA CONSULTING	Rue 378 – BP 2111 Bamako / Mali	+223 20 21 41 02 / 20 21 94 46
5	ARC-AUDIT & CONSULTING SARL	B.P : 6297 Yaoundé-Cameroun	(+237) 222 21 36 31 / (+237) 699 90 97 59 / (+237) 676 91 92 92
6	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	B.P: 12628 Douala	(+237) 682 83 86 55 / 657 94 59 01
7	FISCAGEST CONSULTING	BP : 5545 - Yaoundé	699 89 40 69

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés aux audits sur la Convention du Pilotage du C2D.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million cinq cent (1 500 000) FCFA ; il est à égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'Arrêté N°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de dossier d'appels d'offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : Conformément à la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, les cautionnement émis dans le cadre des marchés sont constitués à 100% et sont consignés en numéraire à CDEC.

NB : Les modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et déconsignation des cautionnements dans le cadre des marchés publics doivent être conformes aux dispositions de la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédlié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA 70 000 (soixante-dix mille) payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission que ce soit en ligne ou hors ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le 05 MAY 2025 à 13 Heures précises et devra porter la mention :

N° 0 0 0 0 6
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° /AONR/MINFI/CIPM/2025 DU 27 FEV 2025
-- POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT DES RESULTATS DE L'APPUI
BUDGETAIRE SECTORIEL DU 3EME C2D AU TITRE DE LA PERIODE 2023 A 2025
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 05 MAY 2025 à 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 80 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure

après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.¹ Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence de l'offre financière témoin ;
- L'absence et/ou non-conformité du cautionnement de soumission conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- *L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;*
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale ;
- L'absence des CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».

15.2-Critères essentiels²

Les critères d'its essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la

¹ Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché soumissionnaires

² Préciser les modalités de validation des critères essentiels à partir du nombre de sous-critères respectés

consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- la présentation générale de l'offre : 3 points
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires : 14 points ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 40 points ;
- Solvabilité et capacités financières : 3 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque tranche, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B :

- En cas de pré qualification des entreprises nationales par la voie de la catégorisation, elles sont dispensées de la production dans leur dossier technique, des pièces listées à l'article 13.1.b1 de l'enveloppe technique du RPAO.
- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers. Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : $T = 0,8$ et $F = 0,2$

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant durée de 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à *Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D) Situé à NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé E-mail : mlnfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.*

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé le, **27** FEV 2025
Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCGM, le cas échéant ;
- Affichage chrono

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

NO 000006

27 FEB 2025

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 00017/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 OF MAY 27, 2024, PUBLISHED ON JUNE 04, 2024 IN THE JOURNAL OF THE PUBLIC PROCUREMENT REGULATORY AGENCY (ARMP).
FOR THE SELECTION OF A FIRM TO CARRY OUT THE AUDIT OF THE RESULTS OF THE SECTOR BUDGET SUPPORT OF THE 3RD C2D FOR THE PERIOD 2023-2025

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance, Contracting Authority of C2D Steering, is launching a Restricted National Call for Tenders for the selection of a firm charged to carry out the audit of the results of the sector budget support of the 3rd C2D for the period 2023-2025, with financing from Convention Pilotage of C2D.

This call for tenders follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00017/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of May 27, 2024, published on June 04, 2024 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The Applicant's Services will aim to enable the expression of a professional and independent opinion on the accuracy and veracity of the results achieved for each technical, budgetary and financial performance indicator within the framework of the program at the end of each budgetary year. Its aim is to ensure that the funds made available to the State actually result in achievements contributing to the objectives of the program. As such, the audit will assess the effectiveness of the results and more particularly the conformity and consistency of the elements provided under the performance indicators, and the quality of the technical and financial information reported at the level of the Monitoring Committee. This audit will cover the financial years 2023 (firm phase), 2024 and 2025 (successive conditional phases).

This audit will be carried out under the supervision of the C2D Bilateral Technical Committee. The costs of this audit are charged to the funds of the "C2D Pilotage" competitions (CCM 3013, CCM 1278 or CCM 1461). The technical secretariat for monitoring Sectoral Budget Support is responsible, in collaboration with STADE-C2D, for facilitating the organization/conduct of audit missions, particularly in terms of collecting information to be made available to the firm in charge of the audit.

These audits will be carried out at the end of each financial year. The results considered will be those achieved on December 31 of year N, with a margin of January 31 of year N+1 as the value date.

With regard to the general objective set out above, as part of this audit of the results for the years 2023, 2024 and 2025 of the ABS of the 3rd C2D, the auditor must formulate a professional and independent opinion on:

- i) The accuracy and sincerity of the results reported to the Monitoring Committee, for each of the performance indicators; by referring in particular to the verification sources as indicated in the technical protocol compared to the data observed and collected during the mission.
- ii) The accuracy of reported expenditure, based on data recorded in the budgetary and accounting applications used by the administrations concerned – in particular PROBMIS and PATRIMONY. In

the particular case of Regional Health Promotion Funds, a cross-checking with the bank statements of the beneficiary entities will be carried out.

- iii) Compliance of operations carried out under sector budget support with the provisions of financing agreements.

On the other hand, the auditor must:

- Establish at the start of the service a verification plan with each administration concerned, in order to establish the documents and supporting documents expected to conduct the audit of the results with regard to the technical protocol.
- Evaluate the organization and the system for collecting technical and financial data, in order to assess to what extent they provide exhaustive and reliable knowledge of the achievements of the administrations concerned.
- Make recommendations with a view to improving: (i) the quality of technical and financial information and (ii) the reporting and monitoring system within the framework of budget support. It will be necessary to provide information on the feasibility elements linked to these recommendations.

Finally, if this audit of results does not consist – as such – of an accounting and financial audit, which would require certification, the auditor is expected to be able to carry out, on the basis of surveys carried out on a representative sample, an overall judgment as to (i) the effectiveness, (ii) the fluidity of execution and (iii) the fiduciary compliance of the expenses covered by the 3rd C2D ABS.

Particular attention will be paid to expenses relating to the health check (third party payment, FRPS operation and GIZ technical assistance). Here too, the consultant will be required to formulate practical recommendations, in particular with regard to the optimization of the FOSA reimbursement system.

Provided that the audit mission for 2023 and 2024 fiscal years gives full and complete satisfaction to the MINFI, the auditor will be renewed in his mission for an audit of the 2025 financial year.

3. Tranches

The services covered by this Call for Tenders will be carried out in two distinct tranches as defined below:

1. Firm tranche (financial year 2023 et 2024),
2. Conditional tranche (financial year 2025).

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF.

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is seventy-five millions (75,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all tranches to be audited, including fifty millions (50 000 000) for the firm tranche and twenty-five millions (25 000 000) for the conditional tranche.

5. Estimated execution time frame

The maximum period provided by the Project Owner for the performance of the services covered by this call for tenders is eighty (80) calendar days for the firm tranche and fifty (50) calendar days for the conditional tranche to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest No. 00017/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of May 27, 2024, for the above-mentioned services:

N°	CONSULTANTS	ADDRESSES	TELEPHONE/FAX
1	MAZARS Cameroun	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
2	Groupeement GECA PROSPECTIVE - CABINET NGAN JEAN	B.P : 12817 Yaoundé	(+237) 699 21 84 77 / 696 94 20 65
3	AUDITEC-FOIRIER CONSULTING	B.P: 12134 Douala – Cameroun	+233 42 04 34 / 233 42 48 96
4	Groupeement SEC-DIARRA – AGORA CONSULTING	Rue 378 – BP 2111 Bamako / Mali	+223 20 21 41 02 / 20 21 94 46
5	ARC-AUDIT & CONSULTING SARL	B.P : 6297 Yaoundé-Cameroun	(+237) 222 21 36 31 / (+237) 699 90 97 59 / (+237) 676 91 92 92
6	OKALLA AHANDA & ASSOCIES	B.P: 12628 Douala	(+237) 682 83 86 55 / 657 94 59 01
7	FISCAGEST CONSULTING	BP : 5545 - Yaoundé	699 89 40 69

7. Financing

The services covered by this call for tenders are financed by C2D piloting competition funds dedicated to audits of the C2D Piloting Convention.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount un million cinq cent (1 500 000) CFA francs. It is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the tender file fees and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

NB: In accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, the guarantees issued as part of the contracts are constituted at 100% and are deposited in cash at CDEC.

NB: The terms of constitution, deposit, conservation, restitution and deconsignment of guarantees in the context of public contracts must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

10 Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building next to the WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted at the ARMP website (www.amp.cm).

11 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is

published against the payment of a non-refundable sum of 70 000 (seventy thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the address-es indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

The offer in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Markets Department, Door 335, no later than ~~05 MAY 2025~~ at 1 p.m. and must be marked as follows:

NO U U U U U 6

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. _____/RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF 27 FEB 2025
FOR THE SELECTION OF A FIRM TO CARRY OUT THE AUDIT OF THE RESULTS OF THE SECTOR BUDGET
SUPPORT OF THE 3RD C2D FOR THE PERIOD 2023-2025
"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

The opening of the bids is done in two stages.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on 05 MAY 2025 at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualitative technical minimum score of 80 shall be opened at _____ by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of

the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

15 Evaluation criteria

[The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

15.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the sample financial offer;
- Absence and/or non-compliance of the bid bond when opening bids in conformity with the texts in force at the opening of bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
- absence of categorisation certificate, where applicable;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.
- Absence of the Books of specific administrative clauses and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved".

15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer : 3 points ;
- the bidder's references in the provision of similar service: 14 points;
- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 40 points;
- Solvency and financial capacity : 3 points.

N.B :

- In the event of pre-qualification of national enterprises through categorisation, they are exempted from producing in their technical file the documents listed in Article 13.1.b1 of the technical envelope of the RPAO.
- Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria. The weight attributed respectively to the technical and financial bids will be: T = 0,8 and F = 0,2

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for [indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

18 Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_clb_stadec2d@yahoo.com.

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

Yaoundé, the 27th F

*The Minister of Finance,
Contracting Authority*

Copies :

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.